

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 19 - 22 octobre 1998

RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 9 de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/98/9-F/3
11 septembre 1998
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT ÉQUATEUR 4463.00

Soins de santé primaires et amélioration de l'hygiène

Coût total des produits alimentaires	5 710 110 dollars
Coût total pour le PAM	7 904 000 dollars
Nombre de bénéficiaires	72 698
Date de l'approbation	14 décembre 1990
Date de la signature du plan d'opérations	16 octobre 1991
Date de l'acceptation de la lettre de démarrage	28 janvier 1992
Date de la première distribution	16 juin 1993
Durée de l'assistance du PAM	Cinq ans
Durée du projet au 28 février 1998	Quatre ans et huit mois

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des États-Unis. En juin 1998, un dollar des États-Unis équivalait à 5 152 sucres.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Directeur du Bureau régional: F. Roque Castro tel.: 00505-2666832/2668044
Managua, Nicaragua

Coordonnateur de programmes: W. Herfurth tel.: 066513-2226

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2641).



OBJECTIFS DU PROJET ET DE L'ASSISTANCE DU PAM

Objectif à long terme

1. A long terme, le projet vise à améliorer l'état de santé et les conditions de vie des couches les plus pauvres de la population en mettant progressivement en œuvre un modèle de services de santé individuels et collectifs par l'intermédiaire du Ministère de la santé publique.

Objectifs immédiats

2. Les objectifs immédiats du projet sont les suivants: étendre les services de santé aux zones rurales en fournissant à la population cible des services de santé intégrés; améliorer la qualité des soins de santé à l'échelon des communautés grâce à la formation; améliorer les infrastructures sanitaires et réduire la contamination de l'environnement en installant des réseaux de distribution d'eau courante et des latrines.
3. Si ces objectifs sont atteints, le projet apportera un soutien au développement des groupes ethniques autochtones Shuar et Achuar, aux activités favorisant l'autonomie des communautés vivant dans les zones urbaines marginales de trois villes importantes ainsi qu'aux programmes d'alphabétisation prévus pour les femmes en milieu rural.

EXECUTION

4. Le Ministère de la santé publique (MPH) est chargé de l'exécution globale du projet. Le Conseil national pour le développement assure la liaison entre le gouvernement et le PAM pour toutes les questions de politique générale. La Division nationale de la nutrition, rattachée au MPH, est responsable de l'application et de la gestion technique du projet. Le personnel affecté au projet se compose d'un directeur national de la nutrition, d'un médecin et d'un nutritionniste, de plusieurs nutritionnistes et magasiniers installés dans les provinces ainsi que du personnel médical dans chacune des circonscriptions sanitaires relevant du projet.

Logistique

5. Les produits du PAM arrivent dans le pays au port de Guayaquil et le Ministère de la santé les transporte à l'entrepôt de l'usine de traitement alimentaire (FPP) à Quito où ils sont conditionnés en petits sacs et livrés régulièrement dans chaque province. Les Aires opérationnelles définissent les besoins alimentaires en fonction des besoins des participants au projet et d'un plan d'activités. Elles transmettent un rapport sur les besoins alimentaires à la Division nationale de la nutrition qui se charge de passer les commandes correspondantes à l'usine de traitement. L'usine livre les produits aux entrepôts provinciaux et sous-régionaux.



GESTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

6. D'après les approvisionnements actuels et le degré de mise en œuvre en 1998, le projet se terminera en décembre 1999. Une prolongation de 18 mois s'avère nécessaire car les limitations d'approvisionnement du PAM ainsi que des problèmes opérationnels au niveau gouvernemental ont entraîné des retards. En février 1998, le projet avait reçu, au total, 5 167 tonnes de produits, soit 38 pour cent de l'engagement du PAM, et en avait distribué 2 202,1 tonnes, soit 43 pour cent. Fin 1998, 60 pour cent de l'engagement du PAM prévu au titre du projet aura été réceptionné. Les vivres ont permis de contribuer aux divers volets du projet ainsi qu'à trois sous-projets et à plusieurs opérations d'urgence.
7. Les pertes post-c.a.f. se sont élevées à trois pour cent du total des produits reçus. La plupart des pertes ont été enregistrées au port. Les denrées sont arrivées une fois au moment de changements politiques et il a fallu attendre plusieurs mois avant de pouvoir les retirer de la zone dangereuse du port. Le gouvernement ayant contracté une assurance spéciale contre les risques encourus à l'intérieur du port, les pertes ont pu être couvertes et le taux des pertes post-c.a.f. a été réduit à moins de deux pour cent. Pour remédier à cette situation, d'autres ports de déchargement sont maintenant utilisés selon les besoins.
8. Afin d'éviter que les produits de certaines cargaisons ne se détériorent, du riz, des légumineuses, de la viande et du mélange maïs-soja ont été prêtés au MPH pour son propre programme de santé maternelle et infantile. Ce prêt sera prochainement remboursé.

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT

9. Le gouvernement a rempli ses obligations administratives. Cependant, la contribution en espèces prévue au titre du volet assainissement du milieu n'a pas été versée et les fonds attribués à la formation n'ont pas été suffisants. A ce jour, les dépenses du gouvernement s'élèvent à 1 676 200 dollars, soit 9,8 percent de la contribution totale prévue. Le gouvernement s'est récemment engagé à remédier à cette situation.

AIDE EXTERIEURE

10. Le personnel sanitaire directement impliqué dans l'exécution du projet a permis au MPH de fournir un appui technique au projet. Certains volets ont bénéficié du soutien des Nations Unies. La FAO a participé aux sessions de formation et à l'élaboration d'un manuel sur la conservation des aliments. Le PNUD a versé une contribution de 151 100 dollars tandis que le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a consenti 10 000 dollars en faveur des populations autochtones touchées par le conflit armé de 1996. En versant 19 000 dollars et en gérant les fonds de contrepartie, l'UNESCO a appuyé les programmes d'alphabétisation destinés aux femmes en milieu rural (PROCALMUC). Dans le cadre du sous-projet portant sur le développement autonome des communautés, HABITAT a assuré le financement d'infrastructures communautaires ainsi que de la formation; ce financement s'est élevé, au total, à 82 655 dollars.
11. Les articles non alimentaires suivants ont été fournis au projet:



- a) des motocyclettes de 175 cc, équivalent à un montant de 63 000 dollars, ont été offertes par le Gouvernement suédois; ces motocyclettes servent au personnel sanitaire pour se déplacer dans les communautés dispersées;
- b) des matériaux pour la construction de 320 latrines ont été acquis grâce au don de 8 275 dollars accordé par le Gouvernement suédois;
- c) des accessoires pour la construction de 2 000 latrines (cuvettes, tuyaux et coudes en PVC), d'une valeur de 259 238 dollars, ont été donnés par le Gouvernement canadien; enfin
- d) 34 190 dollars ont été versés en espèces pour soutenir l'un des sous-volets du projet PROCALMUC destiné à la création d'activités rémunératrices. En coopération avec l'UNESCO et le PNUD, le bureau de pays du PAM établit actuellement une liste du matériel nécessaire.

EVALUATION

12. Le projet se déroule dans cinq circonscriptions sanitaires (Atacames, Colta, Nabón-Oña, Paján et Salcedo); ces circonscriptions se situent dans les provinces les plus pauvres du pays et ont été choisies en fonction de variables telles que risque épidémiologique, étendue des prestations de base et niveau de qualité des services sanitaires décentralisés. Au total, les circonscriptions disposent de 46 unités opérationnelles pour une population de 172 698 personnes. A ce jour, 20 681 familles, soit 60 pour cent de l'objectif initialement fixé, ont participé au projet. Quarante-trois agents sanitaires bénévoles, 382 chefs de communauté et 28 sages-femmes traditionnelles ont été formés, ce qui représente, respectivement, un pour cent, 37 pour cent et 0,7 pour cent de l'objectif total envisagé. Au titre du volet infrastructures sanitaires, 4 697 latrines et huit réseaux d'approvisionnement en eau ont été installés. Dans les centres de santé maternelle et infantile, les rapports taille/poids et poids/âge ont été surveillés, et on a noté une nette amélioration chez les nouveau-nés et les enfants âgés de moins de cinq ans.
13. Les problèmes rencontrés sont les suivants:
 - a) en mettant davantage l'accent sur la décentralisation des services de santé, les priorités du nouveau gouvernement ont changé le plan d'exécution initial. Les moyens qui auraient permis d'assurer une coordination efficace entre les divers participants n'ont pas été fournis;
 - b) l'IEOS (Institut équatorien des travaux sanitaires), initialement rattaché au MPH et chargé du volet assainissement, a été transféré, mi-1992, au nouveau Ministère du développement urbain et du logement. Ce transfert demandait une coordination interinstitutions beaucoup plus complexe qui n'a pu être réalisée car les ressources attribuées à ce volet se sont amenuisées et ont échappé au contrôle du MPH. L'IEOS devait construire des latrines et des réseaux ruraux d'approvisionnement en eau conjointement au projet "WASHED" de l'USAID (Eau potable et Hygiène pour la santé et le développement équatorien) dont les activités étaient déjà arrivées à terme en décembre 1993;
 - c) au cours des dernières années, les quantités de vivres livrées par le PAM ont été inférieures aux prévisions initiales et le projet a été contraint de réduire ses activités en conséquence.



14. Malgré ces difficultés, des visites périodiques et un suivi par contact avec les bénéficiaires ont confirmé que le projet, en permettant de mieux couvrir les mères et les jeunes enfants, a eu une incidence positive et qu'il a permis au MPH de fournir des soins de base aux plus nécessiteux, c'est-à-dire aux personnes n'ayant pas la capacité de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.

MESURES ADOPTÉES POUR AMÉLIORER L'EXÉCUTION DU PROJET

15. Afin d'améliorer le faible niveau de mise en œuvre du projet, le PAM et le MPH ont décidé de prendre les mesures suivantes:
- a) les produits du PAM seront livrés plus rapidement;
 - b) dans une zone définie constituée de communautés rurales appauvries, le projet aidera à installer et à améliorer sept réseaux d'approvisionnement en eau ainsi que 1 320 latrines; ces travaux seront exécutés dans le cadre d'un Programme de développement rural intégré;
 - c) le projet apportera un soutien au projet d'HABITAT—Renforcement de l'autonomie communautaire dans le développement de zones d'habitation—dans trois villes de l'Equateur en participant principalement aux actions de formation (dans les domaines de la santé et de la création d'activités rémunératrices) et aux travaux de construction;
 - d) le projet appuiera le programme d'alphabétisation et de formation destiné aux femmes dans 51 communautés rurales (PROCALMUC). Ce projet, approuvé par l'UNESCO et par le PNUD, est mis en œuvre par le Ministère de l'éducation et de la culture ainsi que par le Ministère de la protection sociale. A ce jour, 3 019 femmes ont reçu des rations alimentaires et ont eu accès aux cours d'alphabétisation et de formation technique ainsi qu'à des sessions portant sur la santé, la nutrition, le rôle économique de l'homme et de la femme, et le renforcement des organisations communautaires. En 1997, une évaluation de l'UNESCO a conclu que 80 pour cent des participants lisaient et écrivaient correctement et que les efforts conjoints des organisations s'étaient traduits par une plus grande participation des femmes aux activités communautaires.
16. En procurant de la main-d'œuvre et des matériaux supplémentaires, les communautés bénéficiaires ont participé au projet. Avant le début des travaux, le MPH leur a fourni une formation sur la construction et l'entretien des latrines.

EFFETS DU PROJET SUR LES FEMMES

17. Le projet contribue à améliorer l'état de santé des femmes et des enfants; les femmes en bénéficient donc directement. Par ailleurs, un grand nombre d'entre elles ont pu suivre des cours de formation sur la santé et l'hygiène de base, et ont eu accès au projet PROCALMUC.

APPUI AUX INTERVENTIONS D'URGENCE

18. Les secours d'urgence liés au conflit se déroulant aux frontières de l'Equateur et du Pérou ont accéléré la mise en œuvre du projet. Des produits alimentaires alloués au projet



4463 ont été transférés à la Croix-Rouge de l'Equateur pour venir en aide aux populations déplacées par le conflit. La Croix-Rouge s'est chargée de transporter les vivres et de les distribuer à 3 000 personnes. Par la suite, un projet pilote du PAM—Reconstitution et développement des populations Shuar et Achuar—a permis d'élargir cette assistance à 8 230 autochtones particulièrement touchés par ce conflit. Le projet prévoyait la création de jardins et de parcelles destinées à l'élevage de petits animaux ainsi qu'une formation dans les domaines de la santé et de la nutrition. Mis en œuvre par la Fédération interprovinciale de Shuar et d'Achuar, ce projet a bénéficié de l'appui technique du PNUD et de l'UNIFEM.

19. Début 1998, 65 tonnes de mélange maïs-soja ont été distribuées aux victimes d'El Niño, complétant ainsi l'intervention immédiate du PAM.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

20. Jusqu'à présent, le niveau technique des activités réalisées est élevé et le degré de participation des bénéficiaires est très satisfaisant. Le projet a permis d'améliorer les conditions de vie des participants. Afin de permettre au PAM de remplir ses obligations au titre du plan d'opérations et d'effectuer une évaluation globale, le projet devrait être prolongé de 18 mois, jusqu'à fin 1999.
21. Malgré la lenteur de l'exécution du projet, la qualité des travaux est très bonne. Les résultats positifs apparaissent aux paragraphes 12, 13, 14 et 15. Les sous-projets exécutés conjointement à l'UNESCO et à HABITAT ont efficacement contribué à remplir une partie des objectifs de développement que le projet s'était fixés.
22. Grâce à l'existence de stocks alimentaires, on a pu faire rapidement face aux urgences et éviter ainsi que la santé et les conditions d'hygiène des populations touchées ne se détériorent.
23. Les conditions socio-économiques globales ainsi que les indicateurs de santé, d'hygiène et de nutrition en Equateur n'ont pour ainsi dire pas changé depuis l'approbation du projet 4463 au début des années 90. La pauvreté a augmenté au cours des 10 dernières années et les indicateurs de santé portant sur les secteurs les plus démunis de la population se sont dégradés. Le projet n'a pu inverser la tendance générale.
24. Il est prévu, mi-1998, qu'une mission évalue les résultats et l'incidence du projet, et formule une nouvelle stratégie de base pour l'aide alimentaire fournie aux populations vulnérables.



RÉSUMÉ DE LA GESTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES (en tonnes)

Produits	Quantités engagées par le PAM	Déprogrammation d'engagements non réglés	Substitution	Quantités reçues	Pertes post-c.a.f.	Quantités prêtées au MPH	Solde à recevoir
Riz ou Farine de blé	6 362	(1 000)		1 444	42,2	449,7	2 8
Légumineuses	2 360	(1 000)		924	56,3	184,2	436
Huile végétale	1 181	(185)		491	8,8	103,1	147
Poisson/viande en boîte	376			303	22,3	2,0	223
Mélange maïs-soja	3 174	(1 000)		1 012	28,4	155,5	1 1
Total	13 453	(3 185)	(243)	5 167	158,0	894,5	4 8

¹ Quantité échangée contre 109 tonnes de poisson en boîte attribuées au projet d'alimentation scolaire No 3096. Elarg.

DISTRIBUTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES, VENTILÉE PAR VOLETS DU PROJET

Produits	MPH	Secours d'urgence	Communautés Shuar-Achuar	PROCALMUC	HABITAT	Total
Farine de riz/blé	398,5	226,3	0,0	196,1	39,9	
Légumineuses	244,2	6,0	67,6	158,7	2,5	
Huile végétale	160,9	29,6	0,0	28,7	4,5	
Poisson/viande en boîte	32,1	15,4	0,0	52,7	2,1	
Mélange maïs-soja	444,1	174,9	17,2	61,0	0,0	
Total	1 118	452,2	84,8	497,2	49,0	2 20:
Total tous produits confondus						2 20:

